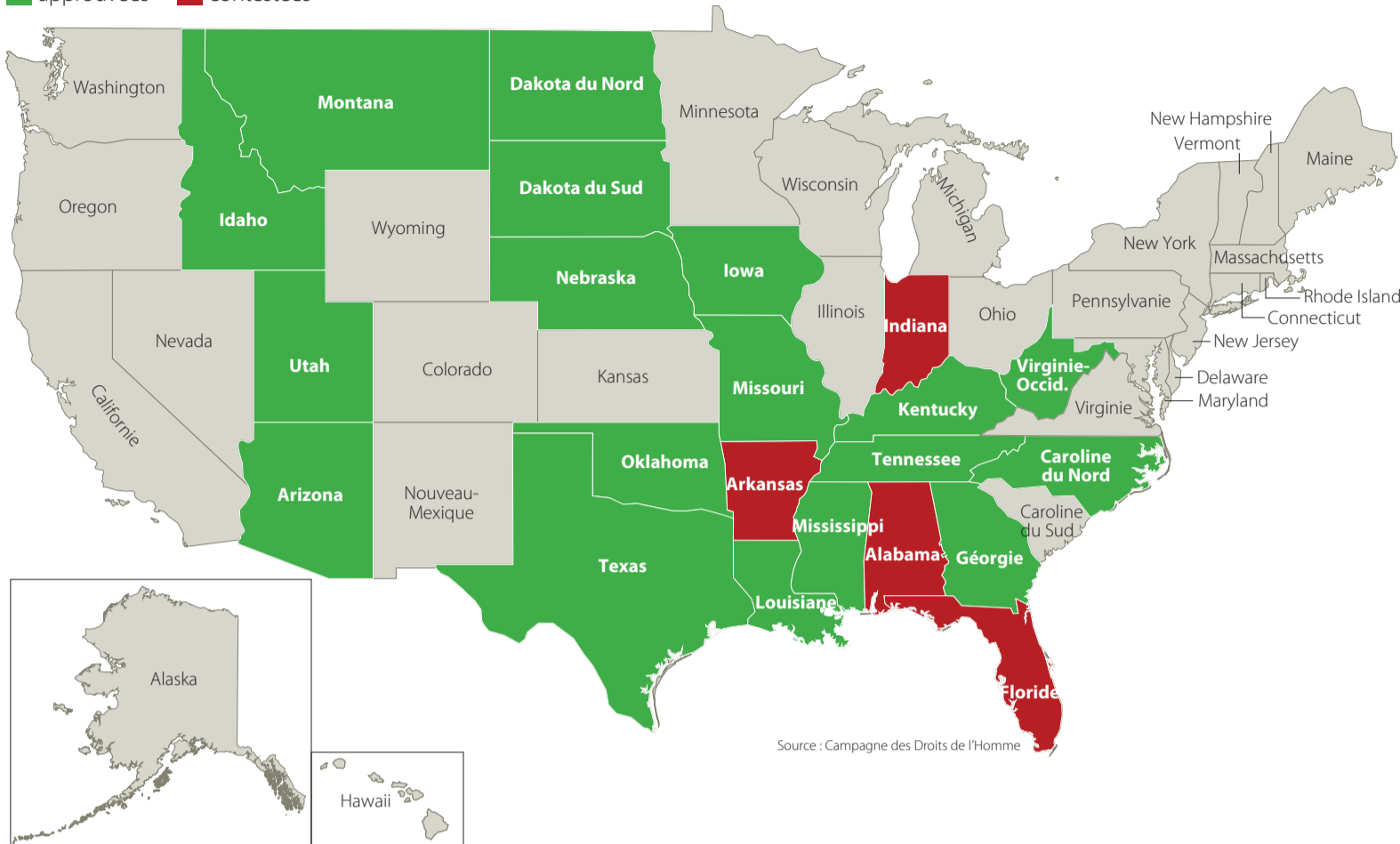


**Etats dotés de lois contre le traitement sexiste des mineurs**

■ approuvées ■ contestées



Source : Campagne des Droits de l'Homme

# Des famille transgenre les fiefs répub



Les intimidantes lois opposées aux traitements d'affirmation de genre chez les jeunes aux Etats-Unis poussent de nombreux parents à déménager dans des endroits où leurs enfants peuvent recevoir ces soins.

**EL PAÍS**

**REPORTAGE**  
**IKER SEISDEDOS**

Une répartition de Lee Marvin dans le film *La kermesse de l'Ouest* rappelle que le monde est divisé en deux catégories : il y a ceux qui partent et ceux qui restent.

Avant l'été, Debi Jackson, la mère d'Avery, 16 ans et transgenre, a décidé que l'heure était venue de quitter le Missouri, un Etat qui a entériné dernièrement l'une des réglementations antitrans les plus restrictives des Etats-Unis. Son combat de nombreuses années « à temps plein » en défense des droits des personnes LGBTI a fait d'elle une figure publique et une cible facile. Puis, en juin de cette année, elle a lancé une campagne de crowdfunding pour financer l'exode de sa famille. Au total, 260 donateurs se sont manifestés et ont versé 15.553 dollars (environ 14.260 euros), que les Jackson ont utilisés pour tourner le dos à leur vie à



Avery a fait la une en 2017. © NATIONAL GEOGRAPHIC.

Kansas City.

Il y a eu un avant et un après ce jour où Avery, qui se définit comme « non binaire », a été interrogé par un législateur républicain sur ses parties génitales lors d'une audition publique au capitol de cet Etat, à Jefferson City. « Nous défendons les personnes transgenres du Missouri depuis longtemps, mais cette expérience fut un acte de violence à l'état pur. Un véritable traumatisme », a déclaré cette mère par vidéoconférence depuis son nouveau domicile. Elle a accepté de participer à l'interview à condition que sa localisation soit tenue secrète, « pour des raisons de sécurité ». Il existe un site web, a-t-elle signalé, qui « retrace » leurs mouvements, mais leur adresse actuelle n'a pas encore pu être identifiée.

Becky Hormuth, enseignante dans le primaire, appartient pour l'instant à cette moitié qui reste. A Wentzville, une localité du sud-ouest du Missouri, à quelque 65 kilomètres de Saint-Louis, elle vit avec son mari et Levi, leur fils transgenre de 16 ans, dans une maison fort typique avec pelouse, garage et panier de basket. En novembre dernier, elle nous y a accueilli pour exposer une histoire qui a commencé il y a environ trois ans, en pleine pandémie, lorsque Levi leur a dit : « Je ne suis pas la personne que vous vous imaginez. » Pour le

corps médical, son « anxiété incontrôlée et sa dépression » résultaient de la « dysphorie de genre » qu'ils avaient diagnostiquée. Le mois suivant démarra le traitement à la testostérone qui « engendra en lui un bouleversement complet », se souvient Becky Hormuth. « Son humeur s'est améliorée et, subitement, il est devenu sociable, presque trop sûr de lui. » A vrai dire, la transformation positive s'était manifestée plus tôt, « grâce à une simple coupe de cheveux ». Ce jour-là, explique Levi, assis dans la cuisine, il a senti « qu'on lui ôtait 50 kilos ».

La proposition de loi du Sénat SB59 entérinée récemment proscribit, dans le Missouri, les chirurgies de changement de sexe et les « traitements d'affirmation du genre » sur mineurs, hormis quand, comme Levi, ils les ont entamés avant l'entrée en vigueur de la mesure, en août dernier. Ces prises en charge vont de la thérapie psychologique à la transition dite « sociale » (changement de noms, de pronoms, de tenues vestimentaires, entre autres), aux bloqueurs de puberté et à l'administration d'hormones. Les législateurs entendaient également les interdire aux adultes, mais ils ont dû se contenter de les proscrire aux prisonniers et de prohiber au reste de la population leur couverture par l'assurance maladie publique. Ils ont par ailleurs incorporé une clause portant de deux à quinze ans le délai de dénonciation des médecins prévu pour les patients qui, après l'âge de 21 ans, regretteraient leur choix.

Majoritaires dans les deux chambres, les promoteurs républicains de la loi lui ont opposé l'acronyme anglais « Safe » (sûr). En français, il pourrait plutôt correspondre à « Sauvons les adolescents face à ces expériences », qui résume parfaitement la justification la plus répandue de ce type de législation. Elle chercherait à défendre le bien des enfants au motif que les traitements de transformation de genre sont préjudiciables et expérimentaux, et que ces jeunes (et leurs parents) n'ont pas acquis la maturité nécessaire à leur choix.

**L'avortement en parallèle**

Dans la pratique, le report de la date butoir prévue pour tenter une action en justice a également bouleversé la vie des mineurs d'âge dont la transition avait déjà démarré. De nombreuses cliniques ont stoppé leurs traitements, comme c'est le cas de celle où se rend Levi, le Washington University Transgender Center, du St Louis Children's Hospital. L'établissement a été visé par une enquête du bureau du procureur général après qu'une employée a affirmé qu'on y

incitait les enfants à suivre un traitement médical en l'absence d'informations suffisantes sur les effets secondaires. Le centre a mené sa propre enquête, qui a conclu que ces allégations étaient « dénuées de tout fondement ». Comme les parents d'une douzaine d'autres patients, la famille de Levi réfute aussi ces griefs.

« Cette fermeture signifie une tragédie. Nous connaissons ces professionnels, nous les appelions par leur prénom, nous les considérons comme des membres de la famille. En effet, ils ont sauvé la vie de nos enfants », déclare la mère de Levi, qui ajoute qu'il leur restait « deux ordonnances » et qu'ils ont dû faire preuve de « beaucoup de créativité » pour « faire durer au maximum » les stocks qu'ils ont pu constituer. Selon ses pronostics, la testostérone en réserve couvrirait encore 32 semaines. Et après ? Ils ont toujours la possibilité de voyager tous les deux mois à Chicago, une option coûteuse, ou de traverser le fleuve Missouri jusque dans l'Illinois où la législation est beaucoup plus favorable. Eux aussi songent sérieusement à déménager. « Nous avons rendez-vous avec l'agence immobilière pour envisager la vente de la maison », annonçait Becky Hormuth samedi dernier dans un texto. « Nous pensons éventuellement nous installer temporairement dans la région de Saint-Louis. Levi ne veut pas terminer sa dernière année dans son lycée actuel. Impossible de vivre ici. »

A une heure de route de leur domicile, juste de l'autre côté de la frontière, se situe la ville de Fairview Heights, où le centre de santé Planned Parenthood offre ce type de prise en charge. Cette semaine, lors d'un entretien téléphonique, Colleen McNicholas, la directrice médicale de l'organisation pour la région de Saint-Louis, a expliqué que dès la promulgation de cette loi du Missouri, la clinique s'est préparée à « proposer ses services à un maximum de patients », en « prévoyant de nouveaux créneaux de rendez-vous et en prolongeant les heures d'ouverture ». En définitive, le centre a réédité la stratégie apprise des leçons tirées après l'annulation sans précédent, l'année dernière, par la Cour suprême des Etats-Unis de l'arrêt *Roe v. Wade* (1973) et, dans sa foulée, de la protection au niveau fédéral de l'avortement. Planned Parenthood, le plus grand réseau de soins de santé reproductive des Etats-Unis, a construit cette clinique en prévision du virage conservateur attendu dans le Missouri dans le sillage de cet arrêt de la Cour suprême. Il a ainsi acquis de l'expérience. Sur la base de ses estimations, d'une année à l'autre, le nombre

**ABONNÉS**



Sur notre site : « Les lois anti-trans, une véritable obsession. »